

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Climat (France) > **Changement climatique : Au Canada, François Hollande s'assoit sur les (...)**

Changement climatique : Au Canada, François Hollande s'assoit sur les recommandations du GIEC

mardi 11 novembre 2014, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2014).

Dimanche 2 novembre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiait la synthèse du 5^e rapport sur le changement climatique, confirmant la gravité de la situation et soulignant la très grande responsabilité des États. Au même moment, François Hollande faisait la promotion des investissements des entreprises françaises dans l'exploitation du pétrole issu des sables bitumineux en Alberta (Canada), l'un des plus sales de la planète. Exploiter toujours plus de pétrole, telle serait donc la politique (anti)climatique de François Hollande.

En Alberta, François Hollande a salué « *les entreprises françaises particulièrement bien placées* », à l'instar de Total, dans l'exploitation du pétrole issu des sables bitumineux, « *source du grand développement du Canada* ». Ce pétrole est l'un des plus polluants de la planète [1]. François Hollande souhaite que « *la France puisse continuer à mettre en valeur les immenses richesses du Nord-Ouest canadien, que ce soit dans les techniques d'exploitation, de transformation, d'acheminement des hydrocarbures ou que ce soit dans la construction d'infrastructures* ». En raison de l'exploitation de ce pétrole, le Canada est devenu l'un des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre de la planète et le champion toute catégorie de l'inaction en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, n'hésitant pas à se retirer du protocole de Kyoto.

François Hollande foule donc aux pieds les recommandations des scientifiques du GIEC qui publiaient au même moment la synthèse de leur 5^e rapport sur le changement climatique. Les experts du climat préconisent de réduire rapidement, durablement et drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES) sous peine de conduire à une augmentation de la température mondiale de 3,7 °C à 4,8 °C d'ici la fin du siècle. Cela implique de laisser dans le sol plus des deux tiers des réserves prouvées d'énergies fossiles, soit l'exact contraire des déclarations de François Hollande.

En refusant d'admettre que les énergies fossiles sont « *les ennemies du climat et qu'elles ne font pas partie de la solution mais du problème* » [2], François Hollande dévoile ainsi les incohérences de ses engagements en matière de lutte contre les dérèglements climatiques : se déclarer « *déterminé à agir* » sans ne jamais rien entreprendre, déclarer qu'il n'y aura jamais d'exploration ni d'exploitation de gaz de schiste en France tant qu'il sera président et soutenir les intérêts des multinationales françaises à l'étranger. Pire, en soutenant le projet d'accord de libre-échange et d'investissements entre l'Union européenne et le Canada (CETA), François Hollande et son gouvernement hypothèquent toute véritable transition énergétique en France et en Europe.

Les exigences de la lutte contre les dérèglements climatiques doivent devenir l'une des boussoles de la politique du gouvernement. S'il était cohérent, François Hollande s'engagerait à empêcher l'importation en Europe du pétrole issu de sables bitumineux. Il rejetterait également tout projet d'accord commercial avec le Canada qui ne serait pas conditionné au respect des exigences climatiques.

P.-S.

* <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/au-canada-francois-hollande-s>

Notes

[1] En plus de nécessiter la coupe de la forêt boréale sur des centaines de kilomètres carrés, l'exploitation des sables bitumineux requiert d'immenses quantités d'eau et d'énergie. Sur les zones d'exploitation, l'écosystème dont vivait les populations locales est complètement dévasté et pollué, générant des taux alarmants de cancer et de maladie. Son exploitation génère 25 % de plus de gaz à effet de serre (GES) que le pétrole conventionnel.

[2] Déclaration de Nicolas Hulot, envoyé spécial du Président de la République pour la préservation de l'environnement, lors d'un récent déplacement au Canada.